➤ Etude sur la promotion et la protection des droits des personnes handicapées du Sénégal

CONTEXTE DE L'ETUDE

En 1975, le nombre de personnes affectées d'une incapacité (communément appelées personnes handicapées) était estimé représenter 12,3% de la population mondiale.

Compte tenu de ce pourcentage inquiétant, les Nations Unies ont déclaré 1981, Année Internationale des Personnes Handicapées ; elles ont adopté par la même occasion le slogan " pleine participation et égalité".

Tout en exhortant ses états membres à prendre en considération les droits de ces catégories de personnes, l'ONU définit pour la première fois le handicap comme : **« une incapacité est une diminution de la mobilité qui peut être provoquée par l'âge, par la maladie ou encore être la conséquence d'un accident, pouvant limiter les chances que la personne intéressée et sa famille ont de participer pleinement à la vie de la communauté ».**

Ainsi, pour mieux promouvoir la personne en situation de handicap dans les politiques et programmes de ses membres, les nations unies ont également déclaré 1983-1992, décennie des personnes handicapées. C'est dans la même lancée que l'OUA a déclaré 1999-2009, décennie africaine des personnes handicapées.

Au Sénégal, estimées entre 800 000 et 1 000 000 d'individus, les personnes handicapées pourraient répartis comme suit :

- 32,76 % de handicapés moteurs ;
- 16,60 % de handicapés visuels ;
- 50,64 % des autres catégories, notamment les sourds-muets, albinos, malades mentaux, hanséniens (lépreux lésionnels), etc.

Quel que soit le pays, cette catégorie sociale se trouve généralement dans une situation de précarité et de dépendance. Ainsi, on note au niveau des personnes handicapées un cadre de vie inadéquat, une forte prévalence du chômage et un accès très difficile aux services sociaux de base.

Cette situation qui constitue un obstacle majeur limitant l'autonomie des personnes handicapées a conduit le gouvernement du Sénégal, pour la première fois depuis la célébration de l'Année Internationale Personnes Handicapées (AIPH) en 1981, à organiser le 30 octobre 2001 un Conseil Interministériel consacré à leur prise en charge et leur intégration.

Malgré les 19 directives données par le Premier Ministre pour favoriser l'égalisation des chances et l'autonomie des personnes handicapées, les rues des grandes villes continuent toujours d'accueillir des citoyens de tout âge assis sur des fauteuils roulants, des aveugles accompagnés par de petits enfants, des albinos, etc.

Aussi, dans l'axe stratégique n°3 du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) relatif à la protection et la promotion sociale des groupes vulnérables, la prise en charge et l'intégration socio-économique des personnes en situation de handicap sont une préoccupation majeure du gouvernement du Sénégal.

Les organisations de la Société Civile, en l'occurrence, les associations de Personnes Handicapées ont été impliquées dans tout le processus d'élaboration du DSRP. Elles se sont également engagées à sa mise en œuvre.

Les personnes handicapées ont donc des droits, au même titre que tous les autres hommes. Seulement, leur différence liée à la déficience d'une partie et/ou de la totalité de leurs capacités motrices, sensorielles, intellectuelles ou physiques a amené leurs organisations et la communauté mondiale à identifier et adopter des droits et dispositions spécifiques pour assurer leur pleine intégration à tous les actes de la vie. Ces droits, proclamés par les Nations Unies à travers plusieurs textes dont le plus récent est constitué des 22 règles, postulent pour une égalisation des chances des Personnes Handicapées qui tiennent compte de leurs besoins spécifiques.

Les personnes handicapées devraient pouvoir participer à titre égal à tous les domaines essentiels de la vie, qu'il s'agisse d'accessibilité, d'enseignement, d'emploi, de maintien des revenus et de sécurité sociale, de vie familiale et de plénitude de la vie personnelle, de culture, de religion, de loisirs ou de sports. Quand aura été réalisée une participation égale dans ces domaines, la qualité de leur vie sera améliorée grâce à la modification de leur environnement physique, de leur environnement éducatif et professionnel ainsi que leur environnement social.

Le droit à l'éducation reste encore un problème dans la mesure où des enfants ayant un handicap, sensoriel (visuel ou/et verbo-auditif), intellectuel ou moteur, ont peu de chances de trouver une place dans une école spécialisée (il n'en existe que trois dans tout le pays : Talibou Dabo à Grand Yoff, le Centre Verbo-Tonal derrière le Lycée Delafosse et l'INEFJA à Thiès). Il est vrai que l'Education Intégratrice est entrain d'être promue, mais encore faudrait-il que les écoles formelles remplissent les prérequis pour pouvoir accueillir des enfants à Besoins Educatifs Spéciaux (BES).

Malgré toutes ces difficultés, le nombre de bacheliers aveugles, sourds-muets et autres handicapés ne cesse d'augmenter. Cela traduit la nette volonté des concernés de s'en sortir.

Pour se soigner les personnes handicapées accèdent difficilement aux structures sanitaires. Ils ne bénéficient d'aucune protection de la part des pouvoirs publics.

L'emploi est aussi le secteur le plus dur car les personnes en situation de handicap n'osent même plus postuler à des postes des emplois, sachant que même s'ils ont le profil recherché, systématiquement ils ne passeront pas l'épreuve de l'entretien. Ainsi, que de déceptions et de drames face à ces préjugés et pourtant, Il n'est pas superflu de rappeler ici le rôle de l'Etat dans la promotion et la protection des Personnes Handicapées pour dire qu'il faudrait une « affirmative action » ou discrimination positive pour une bonne égalisation des chances des Personnes Handicapées.

Le cas des femmes et jeunes filles handicapées qui, en plus d'avoir les mêmes problèmes que leurs autres sœurs non handicapées, rencontrent plusieurs difficultés en matière de santé (maternité à risque, viol et exploitation sexuelle) et autres préjugés.

C'est pourquoi, pour beaucoup de ces gens, il n'y a d'autres alternatives que la mendicité, même si elle fait perdre la dignité d'être humain.

La question qu'on se pose est : comment intégrer les personnes handicapées du Sénégal dans la vie économique et sociale dont elles sont marginalisées par des obstacles d'ordre culturel, réglementaire et structurel?

Le but de cette étude est d'identifier les textes juridiques et réglementaires favorisant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées du Sénégal.

Objectifs de l'étude

1./ Faire l'état des lieux des dispositions juridiques et réglementaires favorisant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées du Sénégal dans les domaines de la santé, éducation, transport public, de l'habitat et de l'emploi etc.

- a) faire l'inventaire complet des conventions, dispositions juridiques et réglementaires nationales et internationales ;
- b) apprécier les dispositions juridiques et réglementaires appliquées effectivement au Sénégal permettant aux personnes handicapées d'accéder aux services sociaux de base ;
- c) faire matrice des dispositions juridiques et réglementaires.

2. / Analyser l'état d'application des textes juridiques et réglementaires favorisant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées et de leurs organisations ;
3. / Formuler des recommandations pouvant permettre l'élaboration et l'application au Sénégal d'une loi d'orientation sociale en faveur des personnes handicapées.

Résultats attendus

- L'état des lieux des dispositions juridiques et réglementaires favorisant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées du Sénégal dans les domaines de la santé, éducation, transport public, de l'habitat et de l'emploi, disponible.
- L'inventaire complet des conventions, dispositions juridiques et réglementaires nationales et internationales, fait.
- Les dispositions juridiques et réglementaires appliquées effectivement au Sénégal et permettant aux personnes handicapées d'accéder aux services sociaux de base, appréciées.
- Une matrice des dispositions juridiques et réglementaires favorisant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées du Sénégal, disponible.
- L'état d'application des textes juridiques et réglementaires favorisant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées et de leurs organisations, connu et analysé.
- Des recommandations faites pour enclencher l'élaboration et l'application au Sénégal d'une loi d'orientation sociale en faveur des personnes handicapées.
- Un document rapport final de l'étude sur les textes juridiques et réglementaires en favorisant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées du Sénégal, disponible.

Profil recherché

Le consultant doit être une personne physique ou morale ayant des compétences et une expérience avérée dans le domaine de la promotion et de la protection des droits des personnes handicapées.

Etre titulaire d'un diplôme en sciences juridiques, niveau BAC+4 avec une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la promotion et de la protection des droits des personnes handicapées.

Le consultant doit également avoir les qualités suivantes :

- une bonne capacité de communication, de synthèse et de rédaction ;
- de bonnes dispositions à travailler en groupe ;
- une bonne expérience de formateur et une bonne connaissance du milieu des personnes handicapées, de leurs familles et associations seraient des atouts supplémentaires.

Tâches du consultant

Le consultant devra :

- présenter une méthodologie qui apportera des précisions quant aux modalités de réalisation et de restitution de l'étude ;
- faire un planning d'exécution de 20 jours sur une période totale de 30 jours ;
- fournir un rapport final de l'étude.

Calendrier de travail

La durée totale pour les services du consultant est de 20 jours ouvrables à compter de la date signature du contrat .Le consultant sera recruté au plus tard le 2 novembre 2004 pour une entrée en service prévue le 09 novembre 2004.

Rapports à fournir

Le consultant devra présenter au comité de pilotage un rapport provisoire en trois exemplaires, 30 jours après le démarrage effectif de l'étude prévu le 09 novembre 2004.

Présenter le rapport final de l'étude en trois exemplaires plus une disquette et un CD 15 jours après avoir reçu les observations du comité de pilotage.

Dossier à fournir

Une lettre de motivation

Curriculum vitae indiquant les références relatives à la mission

Les dossiers de candidature sont déposés sous pli fermé au plus tard le 29 octobre 2004 à 16h à l'adresse suivante :

Comité de pilotage CRPH villa n°6018 Sicap Liberté 6 BP 7520 Médina Dakar.

Les dossiers non retenus ne seront pas retournés aux candidats.

Les candidats présélectionnés seront contactés par les voies appropriées.

Services pouvant être fournis par le CRPH / HANDICAP FormEduC

Le CRPH apportera toute information utile et nécessaire pour la réalisation de l'étude par le consultant.

HANDICAP FORMEDUC

Formation - Education - Communication - Culture

Centre de Ressources pour la Promotion des Droits des Personnes Handicapées (CRPH)

Financement: OPEN SOCIETY INITIATIVE FOR WEST AFRICA (OSIWA)

Dakar, le 17 janvier 2005.

N/Réf. : 05.01.004.

Objet : Cérémonie officielle d'ouverture de l'Atelier National de validation.

Monsieur le Premier Ministre,

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP), l'Association HANDICAP FormEduC, sous l'égide de la Banque Mondiale, organise les mardi 8 et mercredi 9 février 2005 au centre GUINDI (ex Zakat House) un atelier national de Validation de deux études :

- Etude sur les stratégies de prise en charge et d'intégration socio-économique des personnes handicapées du Sénégal ;

- Etude sur la protection et la Promotion des Droits des Personnes Handicapées.

Il s'agira, lors de cet atelier, d'échanger sur la pertinence des conclusions et recommandations de ces deux études et de proposer des améliorations pour leur finalisation par les consultants commis à cette fin.

L'atelier sera précédé par une visioconférence au siège de la mission Résidente de la Banque Mondiale à Dakar, le lundi 7 février 2005 à partir de 14H00.

Les actions prioritaires retenues par les deux études seront proposées à la Cellule de suivi de la SRP, en vue de leur prise en compte dans le budget du crédit de soutien de la banque mondiale pour l'année 2006.

Cet atelier national sera suivi de trois à quatre ateliers régionaux à Saint Louis, Kaolack, Kolda et Ziguinchor, pour partager avec les acteurs régionaux, des principales recommandations des deux études.

Ainsi les membres du comité de pilotage dudit atelier seraient honorés de vous voir présider la cérémonie officielle d'ouverture, avec la présence effective de Mr Madani TALL Représentant résident de la Banque Mondiale, prévue le mardi 8 février 2005 à partir de 10 H.

En restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie de croire, **Votre Excellence Monsieur le Premier Ministre**, à l'assurance de mon profond respect.

PJ : Rapports provisoires des deux consultants.

Le Président
Oumar DIOP dit El Hadj

HANDICAP Form. Edu. C.
Formation - Education - Culture
LE PRÉSIDENT

Adresse : Sicap Liberté VI Villa n° 6018 DAKAR BP : 7520 Médina

Tel & Fax (221) 867-17-05 Mobile (221) 687-64-11

Récépissé n° 10370 / MINT/DAGAT/DEL/AS

E-Mail : formeducrph@sentoo.sn